

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, Viet Tan (Parti pour la Réforme du Viêt Nam) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques.



M. OBAMA, RENDEZ LE VIETNAM LIBRE !

La « douce » puissance américaine peut inciter au changement démocratique.

Traduction d'un article publié dans *The Wall Street Journal* le 30 janvier 2009.

Pour tous ceux qui ont regardé le discours d'investiture de Barack Obama la semaine dernière depuis un pays non libre, assurément l'une des phrases les plus remarquable a été : « Eh oui, à tous les autres peuples et gouvernements qui nous regardent aujourd'hui, [...] sachez que l'Amérique est l'amie de chaque nation, de chaque homme, femme ou enfant qui cherche un avenir de paix et de dignité. Et nous sommes prêts à mener le mouvement une fois de plus. »

Le Vietnam serait l'endroit parfait pour commencer.

D'un point de vue purement stratégique, le Vietnam se trouve en plein milieu de l'Asie du Sud-Est, à côté de la Chine et de la Thaïlande, et en parallèle avec les importantes lignes maritimes de la mer de Chine méridionale. L'Amérique ne pourrait que se réjouir de voir s'instaurer là-bas un régime pacifique et démocratique. Dans une perspective plus large, l'un des plus importants faux pas de la politique étrangère de l'Amérique au 20^e siècle a été l'abandon du Vietnam au Parti communiste. Les temps ont changé, mais pas le Vietnam qui dispose pourtant d'un potentiel d'ancrage économique dynamique et libéral en Asie du Sud-Est. En utilisant la puissance douce, les États-Unis disposent des moyens diplomatiques permettant d'aider le peuple vietnamien, et les intérêts américains.

Le Vietnam est prêt pour le changement. Le Vietnam n'est pas la Malaisie ou l'Indonésie, en proie à des conflits sectaires. Il n'est pas non plus comme la Chine, malgré les ressemblances

superficielles des gouvernements communistes dans des pays de culture confucéenne, gouvernements qui ont essayé d'offrir à leur peuple la croissance économique en échange d'une allégeance politique.

Alors que les dirigeants chinois aspirent au statut de grande puissance, les communistes du Vietnam maintiennent une position de subordonné avec la Chine, en s'appuyant sur le soutien politique de Pékin. En conséquence, alors que le Parti communiste chinois peut manipuler les sentiments nationalistes pour asseoir son contrôle, le Parti communiste vietnamien doit tempérer le nationalisme de peur de voir son pouvoir menacé. Hanoi est déjà confronté à une facture élevée pour ses mauvaises politiques et ses échecs de la réforme. Les compagnies multinationales ne peuvent pas ignorer l'énorme marché chinois, mais elles peuvent se permettre de faire l'impasse sur le Vietnam si l'environnement devient trop difficile ou le système politique trop répressif.

Un autre facteur décisif est la relative homogénéité des attitu-

Sommaire

- 1 — M. Obama, rendez le Vietnam libre !
- 3 — Où va le Vietnam en 2009 ?
- 5 — Vietnam : Arrêtez de museler les messagers !
- 6 — Le Vietnam libère un journaliste
- 7 — Des agriculteurs manifestent
- 8 — Des catholiques portent plainte contre les médias officiels
- 9 — Royce réintroduit un projet de loi
- 10 — Un fossé chinois se creuse au Vietnam

des et de la diaspora vietnamienne. Estimée à 1,5 millions de personnes aux États-Unis et à trois millions dans le monde, les Vietnamiens de l'étranger sont pour la plupart des boat people qui ont fui en tant que réfugiés politiques à partir de 1975. Avec un passé commun, nombreux sont



M. Hoang est un des dirigeants de Viet Tan aux États-Unis

ceux qui partagent l'espoir d'un Vietnam libre et démocratique pour l'avenir. Pendant ce temps, le Vietnam possède l'une des populations les plus pro-américaines dans le monde. Au Vietnam, le régime n'apprécie pas les États-Unis, mais « la rue » aime l'Amérique. Tant que la politique américaine reste concentrée sur la mobilisation de la population vietnamienne, elle peut s'appuyer sur un énorme réservoir de bonne volonté.

Ce qui ne veut pas dire que Washington doive enfreindre la loi pour renverser le régime de Hanoi. Les changements politiques, lorsqu'ils arrivent, devront être l'œuvre du peuple vietnamien. Mais si M. Obama veut encourager l'évolution politique au Vietnam, il a des outils à sa disposition qui pourraient avoir un impact important. L'outil le plus important est tout simplement le ton que Washington donne à ses relations avec Hanoi. Les responsables américains doivent clairement faire savoir que les États-Unis travailleront avec le régime dans la mesure où c'est le gouvernement actuel, mais que l'Amérique est d'abord et avant tout un partenaire du peuple vietnamien.

Les États-Unis pourraient commencer en se prononçant contre les arrestations arbitraires, l'intimidation des militants pour la démocratie et les restrictions sur l'indépendance des organisations religieuses et politiques. Pour que

les États-Unis parlent d'une seule voix, toutes les administrations impliquées au Vietnam, comme le Département d'État, du Commerce et de la Défense doivent avoir des priorités cohérentes. Une politique plus forte des droits de l'homme exige aussi que l'administration se conforme à la lettre et à l'esprit de la Loi sur la Liberté

Religieuse Internationale. L'administration Bush a fait une erreur lorsqu'elle a retiré le Vietnam de la liste des pays particulièrement préoccupants pour les violations de la liberté religieuse afin de faire avancer d'autres objectifs diplomatiques.

Les États-Unis devraient s'impliquer dans toutes les facettes de la société vietnamienne. L'éducation est un domaine clé. Les programmes pour que les jeunes vietnamiens puissent étudier dans les universités américaines devraient recevoir un financement accru. Dans le même temps, les opportunités doivent être créées pour des universitaires et des experts basés aux USA d'échanger des idées avec le public, au Vietnam, par exemple par le biais de forums organisés par l'ambassade américaine à Hanoi. Les discussions politico-militaires des USA avec le gouvernement vietnamien et le Programme International d'Entraînement et de Formation Militaire du Pentagone encourageront l'Armée populaire du Vietnam, non seulement à moderniser ses capacités opérationnelles, mais aussi à modifier sa manière de penser en termes d'équilibre des relations civiles et militaires pour se concentrer sur la mission fondamentale de l'armée - qui est de défendre le pays contre des menaces extérieures.

Les États-Unis peuvent également aider pour que le peuple vietnamien ait son mot à dire sur son propre avenir en soutenant la société civile. Les programmes

dirigés par le gouvernement vietnamien et d'autres canaux officiels sur la santé, l'éducation, la micro finance ne constituent pas une solution à long terme. Les États-Unis peuvent soutenir des capacités locales en explorant toutes les possibilités de coopérer directement avec le secteur privé vietnamien, avec des individus et des organisations communautaires. Les États-Unis doivent établir le dialogue avec les organisations Vietnamiennes pro-démocratie ainsi qu'avec des éléments favorables aux réformes au sein du régime. Le message des États-Unis devrait être : « Il appartient au peuple vietnamien de choisir son propre gouvernement. En tant qu'ami du Vietnam, nous sommes prêts à écouter tous ceux qui ont des vues constructives. »

En effet, la politique américaine doit répondre à l'enthousiasme pour le changement sur le terrain. S'appuyant sur l'expérience de l'Europe de l'Est et d'ailleurs, les États-Unis peuvent également contribuer à rassurer ceux qui sont au pouvoir que le changement ne doit pas être destructeur ni mener au chaos.

Les principales décisions de la politique des États-Unis envers le Vietnam depuis la normalisation des relations en 1995 - comme l'accord de commerce bilatéral et les relations commerciales normales permanentes - ont souvent été justifiées par leur effet à long terme favorisant une plus grande ouverture. Mais le long terme peut se situer très loin. Le choix de la politique de l'administration Obama n'est pas de savoir si le Vietnam libre est simplement un résultat souhaitable à long terme, mais s'il devrait être un objectif réel à plus court terme. En se tenant du côté du peuple vietnamien, les États-Unis ont la possibilité de transformer le Vietnam et, en définitive, une large région de l'Asie. □

DUY HOANG



Où va le Vietnam en 2009 ?

BARBARA CROSSETTE

THE NATION—12 JANVIER 2009

Les trois jours des festivités du Têt approchent au Vietnam, le point culminant d'une longue période des fêtes qui a commencé à la mi-décembre avec les préparatifs enthousiasmants de Noël. Dans la ville du Sud que ses habitants appellent encore Saigon, les parcs et les boulevards ont été décorés avec des lumières colorées, des chants de Noël sont diffusés dans les restaurants, les halls d'hôtels et de magasins ont leurs pères Noël.

Ici, en surface, la guerre « américaine » qui a pris fin depuis plus de trois décennies, semble n'avoir laissé aucune trace. Mais dans les cœurs et les esprits de ceux qui ont souffert de la guerre et survécu pour s'en souvenir, la douleur est là. Le Têt est un moment de réflexion, et il y a des conflits sensibles sur la direction que le Vietnam va prendre dans la nouvelle année.

Il ne s'agit pas seulement du spectacle de la richesse et du matérialisme, même en période économique difficile, ou de l'histoire d'amour avec les choses de l'Occident qui choque toute une génération de révolutionnaires qui a tout donné pour une cause, perdu des parents et des amis, souvent dans des champs de bataille sans nom. Il y a aussi, en particulier dans le sud, le malaise et la déception que l'unification du Vietnam n'a pas été à la hauteur de son potentiel considérable. Malgré près de deux décennies de libéralisation économique, les Vietnamiens voient leur pays stagner sous la lourde main de l'excès de la réglementation gouvernementale et

de la censure, et regardent le gaspillage des gains économiques du pays par des hommes politiques corrompus.

Le début de cette longue période des fêtes coïncide avec une suspension de l'aide au développement du Japon après la découverte d'un scandale de corruption de plusieurs millions de dollars, détournant les aides du Japon qui est, jusqu'à présent, le plus grand donateur du Vietnam. Un journaliste d'un grand journal dit que les journalistes ont été sommés d'arrêter d'écrire à ce sujet. Deux journalistes ont été arrêtés l'année dernière pour avoir écrit sur le détournement de l'aide, non seulement du Japon mais



aussi de la Banque Mondiale. Un journaliste est en prison et l'autre en ré-éducation. Les reporters, Nguyen Van Hai du Tuoi Tre et Nguyen Viet Chien du Thanh Nien, ont été reconnus coupables d'« abus des libertés démocratiques ». (Human Rights Watch a publié un nouveau rapport à ce sujet et sur d'autres cas, « Viêt Nam : Cessez de museler les messagers »). Leurs collègues disent que les journalistes avaient des informations de sources gouvernementales. Le gouvernement, qui conserve le droit de nommer des directeurs de

médias, a licencié les éditeurs des journaux concernés. Le populaire, audacieux et rentable quotidien Tuoi Tre a remplacé son rédacteur en chef en décembre dernier pour la troisième fois en deux ans, par un autre plus « sûr » nommé par le gouvernement ; début janvier, l'éditeur en chef du Thanh Nien a été limogé.

À Da Nang, une maison d'édition a été fermée en décembre et deux grands éditeurs licenciés pour avoir imprimé des « erreurs ». Les utilisateurs d'Internet sont régulièrement harcelés et parfois arrêtés. On estime que près d'un quart des Vietnamiens utilisent Internet pour écrire dans les blogs et partager l'information. Parmi les blogueurs, il y a des écoliers d'à peine 11 ou 12 ans qui ont des ordinateurs ou fréquentent des cybercafés, vis-à-vis desquels la politique du gouvernement se révèle maladroite. C'est peut-être un signe d'une bataille perdue d'avance pour le gouvernement qui a publié de nouveaux règlements sur l'utilisation d'Internet pour tenter de contenir l'impact du cybermonde. Dans le même temps, les journaux et autres publications se font la course en créant des sites Web de langue anglaise pour s'ouvrir à une plus large audience.

Parmi les étudiants, les universitaires et, surtout, les journalistes, les critiques sont étonnamment plus franches. Dans un récent séminaire de professeurs et d'administrateurs d'université (certains d'entre eux sont à la retraite après une carrière en Occident), les orateurs parlent l'un après l'autre de l'usure des restrictions politiques imposées par Hanoi. Le message entendu en-



core et encore de la part des participants a été que le gouvernement doit comprendre que la liberté d'expression et l'accès à l'information sont des conditions préalables au développement économique et humain. Une présidente d'université, interrogée sur comment elle avait réussi à gagner beaucoup d'espace intellectuel dans sa faculté, a répondu avec audace : « On ne m'a pas donné l'autonomie, je l'ai prise. »

Dans le sud du Vietnam il y a d'autres griefs que ceux des salaires de classe et des médias. Les résidents de Saigon, officiellement rebaptisée Hô Chi Minh-Ville il y a trois décennies, se plaignent du fait que plus des trois quarts des revenus de cette région métropolitaine du sud, dynamique et tournée vers l'extérieur, sont détournés par le gouvernement central qui redistribue très peu en retour. Une étude récente réalisée par une société de conseil britannique place Saigon au 150e rang parmi 215 grandes villes dans le monde entier pour la qualité de la vie, loin derrière les cités voisines telles que Singapour, Bangkok et Kuala Lumpur, vis-à-vis desquelles cette ville devrait être plus compétitive. Sur une échelle de 1 à 10, le site en langue anglaise Viet Nam-News a rapporté que Saigon a obtenu un zéro pour la qualité de son eau et que, dans certains hôpitaux, deux ou trois patients partagent un même lit.

Toute entreprise et association est enlisée dans des couches papéras obligatoires. Les groupes commerciaux, les chambres de commerce et des sociétés de construction disent publiquement que les nouvelles entreprises en joint-venture devront faire face à plus de trente-trois procédures qui feront perdre du temps, autant de frustrations pour les investisseurs.

Parmi les intellectuels, il y a un énorme intérêt pour un nouveau livre de l'écrivain-dissidente la plus populaire du Vietnam, Duong Thu Huong, l'auteur du *Paradis des aveugles* et autres

œuvres de fiction critiquant les vieux mythes nationalistes.

Le nouveau livre, qui vient juste d'être publié ce mois-ci à Paris et en français, intitulé *Au Zénith*, est un roman avec des critiques à peine voilées sur le héros national, Ho Chi Minh, père fondateur du Vietnam moderne, et hors-sujet ici. Les journaux ont été sommés de ne pas aborder cette histoire, mais des copies ou des extraits en français et vietnamiens du livre de Huong ont commencé à circuler sur Internet avant même sa publication.

Huong, originaire de Hanoi et qui fut une cadre communiste active, s'est retournée contre le régime, comme d'autres intellectuels dans le Nord après la réunification, en apprenant que la plus grande partie de la propagande dont ils avaient été nourris à propos de la vie dans le sud était fausse, et que l'armée de Hanoi n'avait pas seulement tué des Américains, mais aussi des Vietnamiens. Depuis plus de deux décennies, les gens du Nord ont exploré ce thème de la tromperie officielle en temps de guerre dans les livres, la poésie et le cinéma.

Lorsque Huong, dont les travaux sont interdits au Vietnam, a été interrogée lors d'une rare apparition à New York en 2007 parrainée par l'American PEN, sur la raison pour laquelle il n'y avait pas la révolte ouverte au Vietnam, elle a dit qu'il y avait plusieurs raisons, dont celle que les Vietnamiens possèdent une tradition de lutte contre l'extérieur et pas de conflit en interne, d'où le choc en apprenant combien de Vietnamiens du Sud sont morts dans la guerre contre les « américains ». Elle a également déclaré sans ambages que les Vietnamiens sont gouvernés par des dirigeants rétrogrades dont la fierté d'avoir remporté une guerre contre les États-Unis, une fierté largement partagée, n'a jamais été complétée et mise à jour avec une vision de l'après-guerre pour le pays. La direction a survécu pendant trente ans « sur les cadavres », dit-elle.

Pendant ce temps chez les jeunes, la majorité de la population au Vietnam, il y a une profonde, aveugle et irréaliste croyance dans l'Occident, encouragée par les Viet Kieu, les Vietnamiens de l'étranger, qui reviennent avec de l'argent à dépenser pour des maisons et des biens que les Vietnamiens locaux ne peuvent pas s'offrir sans avoir des relations. Au cours de ces dernières années, des boutiques de créateurs européens ont supplanté les magasins vietnamiens en centre-ville de Saigon, où l'architecture contemporaine sans caractère est à la mode. Un immense centre commercial surmonté d'appartements de luxe et d'un hôtel est en cours de construction, s'étendant sur tout un bloc de la ville dans le quartier huppé du boulevard Nguyen Hue jusqu'à Dong Khoi, l'ex-rue Catinat.

Le complexe est appelé Times Square. □

À propos de Barbara Crossette

Barbara Crossette, correspondante des Nations Unies pour The Nation, est une ancienne correspondante du New York Times et chef du bureau Asie de l'ONU.

Elle est l'auteur de *Si proche du Ciel : Le Royaume bouddhiste de l'Himalaya en disparition*, publié par Alfred A. Knopf en 1995 et en livre de poche par Random House / Vintage destinations en 1996, et une collection d'essais sur les cités balnéaires coloniales qui attirent des visiteurs encore plus d'un siècle après leur création, *The Great Hill Stations of Asia*, publié par Westview Press en 1998 et en livre de poche par Basic Books en 1999. En 2000, elle a écrit une enquête sur l'Inde et de relations américano-indiennes, *Inde : Ancienne civilisation dans un Monde Nouveau*, pour la Foreign Policy Association de New York. Elle est également l'auteur de *l'Inde face au 21e siècle*, publiée par Indiana University Press en 1993.



Vietnam: Arrêtez de museler les messagers !

HUMAN RIGHTS WATCH

8 JANVIER 2009

Les éditeurs des deux principaux journaux vietnamiens ont été virés le 2 janvier 2009, le dernier événement d'une série de mesures prises par le gouvernement vietnamien pour étouffer les critiques et la dissidence, déclare Human Rights Watch aujourd'hui. En décembre, le gouvernement a annoncé la mise en place de nouveaux et stricts règlements interdisant les blogs sur internet qui publient des contenus considérés par le gouvernement comme politiquement sensibles et subversifs.

Au cours des trois derniers mois, deux journalistes et un blogueur ont été jugés sur des accusations criminelles et reconnus coupables. Les accréditations de presse d'au moins quatre journalistes ont été révoquées après qu'ils aient enquêté sur des sujets tels que les protestations des agriculteurs, les relations avec la Chine, la liberté d'expression et les droits de l'homme. Tous les médias au Vietnam appartiennent et sont contrôlés par le gouvernement.

« Le Vietnam est l'un des rares pays où les gens peuvent être enfermés sur les accusations d'abus des libertés démocratiques », déclare Brad Adams, directeur Asie à Human Rights Watch. « Les donateurs du Vietnam devraient continuer à insister sur le fait que le gouvernement doive cesser la criminalisation de l'expression pacifique. »

Le 2 janvier, Nguyen Cong Khe, rédacteur en chef du Thanh Nien (Jeunes) et Le Hoang, rédacteur en chef de Tuoi Tre (Jeunesse), ont été renvoyés de

leurs emplois. Leurs licenciements ont suivi la condamnation en octobre des reporters de leurs journaux - Nguyen Viet Chien du Thanh Nien et Nguyen Van Hai de Tuoi Tre - pour avoir exposé au grand jour un énorme affaire de corruption, dans laquelle les fonctionnaires du gouvernement ont détourné des millions de dollars de fonds en provenance du Japon et de la Banque mondiale pour parier sur les matches de football. Chien a été condamné à deux ans de prison et Hai à deux ans de « rééducation » pour « abus des libertés démocratiques en portant atteinte aux intérêts de l'État » en vertu de l'article 258 du code pénal vietnamien.

Dans un développement peu habituel, les deux journaux ont utilisé leurs premières pages pour critiquer les arrestations des deux reporters en mai 2008, et les dirigeants de plusieurs associations de journalistes au Vietnam se sont également exprimés contre ces arrestations. En réponse, les sous-directeurs de ces deux publications ont été limogés, et les critiques se sont rapidement calmées.

« La Banque mondiale et le Japon devraient venir à la rescousse de ces journalistes d'investigation et leurs rédacteurs en chef », dit Adams. « Ils doivent faire comprendre au gouvernement vietnamien en public et en privé, que ce genre de représailles n'est pas acceptable pour le bon journalisme. »

La réglementation de décembre sur les blogs interdit la diffu-



sion ou la mise en place de liens vers un contenu qui s'opposerait au gouvernement, compromettrait la sécurité nationale et l'ordre social, ou bien révélerait des secrets d'État. Le vice-ministre de l'information et de la communication du Vietnam, Do Quy Doan, dit que les blogs devraient être limités à des contenus personnels et s'abstenir de publier des articles ou des opinions concernant la politique, la religion, et les questions sociales. Do Quy Doan, a déclaré publiquement que son ministère a l'intention de solliciter l'aide des sociétés de l'Internet comme Google et Yahoo pour « réguler » et « détecter » les contenus des blogs et des sites Web. Yahoo fait partie de la Global Network Initiative, qui a été formée pour traiter les questions de la responsabilité des entreprises dans leurs relations avec des états dictatoriaux.

L'utilisation de l'Internet au Vietnam, principalement dans les cyber-café bon marché, a grimpé en flèche durant la dernière décennie. Actuellement, il y a environ 20 millions d'utilisateurs d'Internet (sur une population de 84 millions) et plus d'un million de blogs, selon les statistiques gouvernementales.

« Yahoo 360° » est des plateformes de blogs les plus populaires. En mai, Yahoo a présenté un certain nombre de services qui répondent spécifiquement aux blogueurs vietnamiens, comme une langue vietnamienne dans leur moteur de recherche et des liens conviviaux vers des chanteurs vietnamiens. □



Le gouvernement contrôle l'utilisation d'Internet en surveillant les activités en ligne, harcelant et arrêtant les cyberdissidents, et en bloquant les sites Web des organisations pour la démocratie et les droits de l'homme, des partis politiques d'opposition, et des médias indépendants basés au Vietnam comme à l'étranger. Les fournisseurs de services Internet et les propriétaires des cyber-cafés sont obligés d'obtenir une photo d'identification de leurs utilisateurs d'Internet, de contrôler et stocker les informations sur leurs activités en ligne.

En décembre 2008, la cour d'appel de Saigon a confirmé une peine de 30 mois de prison pour un blogueur, Nguyen Hoang Hai (alias Dieu Cay), fondateur du Club des journalistes libres au Vietnam. Il a publié des articles en ligne et participé à des rassemblements pour protester contre les revendications de la Chine sur les archipels contestés Spratley et Paracel. Le gouvernement vietnamien considère que ces activités compliquent ses relations avec la Chine. Débattre sur ce sujet a conduit aux interrogatoires et à détention d'autres militants et cyberdissidents. VietNamNet, un organe d'état d'information en ligne, a reçu une amende de 2000 dollars après avoir publié un éditorial sur ce sujet.

En juillet 2008, un tribunal de la province de Kien Giang a confirmé une peine de cinq ans de prison avec sursis pour Truong Minh Duc qui est à la fois reporter libre sur Internet, militants des droits fonciers et membre du Parti Populiste Vietnam [interdit], pour « abus des libertés démocratiques ».

« L'ironie de ces charges est qu'il n'y a pas de libertés démocratiques au Vietnam », dit Adams. « Le gouvernement vietnamien ferait bien de laisser aux médias ces libertés. »

Le Vietnam libère un journaliste condamné pour des articles anti-corruption

AFP

17 JANVIER 2009

Un journaliste vietnamien, condamné l'an dernier à deux ans de prison pour sa couverture d'un scandale de corruption, sera libéré ce week-end, dans le cadre de la traditionnelle amnistie du nouvel an lunaire du Têt, a annoncé vendredi le vice-ministre de la Sécurité publique.

Nguyen Viet Chien, journaliste expérimenté du quotidien Thanh Nien, avait comparu mi-octobre devant la justice du pays communiste pour « abus des libertés démocratiques ».

Il avait, comme un confrère jugé avec lui mais libéré à l'issue du procès, été en pointe dans la couverture de l'affaire du "PMU 18", une unité du ministère des Transports alimentée par l'aide internationale où avait été mise à jour une utilisation frauduleuse de fonds dans des paris de football.

En 2006, à l'aube d'un congrès du Parti, le scandale avait ébranlé jusqu'aux instances dirigeantes du pays. Le ministre des Transports avait démissionné et son adjoint, blanchi depuis, avait été arrêté.

La libération anticipée de Nguyen Viet Chien, 56 ans, a été décidée parce qu'il a "fait des progrès et montré des regrets", a expliqué le vice-ministre de la Sécurité publique, Le The Tiem.

"Notre famille est vraiment très, très heureuse", a déclaré à

l'AFP le fils du journaliste, Nguyen Tuan. "C'est vraiment bien parce que mon père n'est pas en très bonne santé."

La condamnation de Nguyen Viet Chien, comme déjà son arrestation et celle de son confrère en mai 2008, avait entraîné une volée de critiques parmi la communauté internationale -- pays occidentaux, organisations de défense des médias et droits de l'Homme.

Sa libération doit intervenir en même temps que celles de plus



Le journaliste Nguyen Viet Chien a préféré la prison plutôt que de plaider coupable.

de 15.000 autres prisonniers, tous placés dans une liste signée par le président du Vietnam, Nguyen Minh Triet.

Parmi eux, figurent 277 personnes condamnées pour des affaires de corruption, dont un ancien vice-ministre du Commerce, Mai Van Dau, qui avait écopé de 14 ans de prison. □



Des agriculteurs manifestent contre des expropriations

AFP

8 janvier 2009

Des centaines d'agriculteurs vietnamiens ont protesté contre le début de travaux de construction d'une ville nouvelle sur leurs terres près de Hanoï, ont indiqué des responsables vietnamiens et des habitants jeudi.

La police anti-émeute a été mobilisée pour protéger les ouvriers du site de 500 hectares, dans la province de Hung Yen à 15 kilomètres au sud-est de Hanoï, ont-il affirmé. Face à eux, ont affirmé plusieurs habitants à l'AFP, jusqu'à 1.000 personnes étaient descendues dans la rue mercredi pour protester. «Ils ont pris toute notre terre agricole», a dénoncé une femme de la commune de Cuu Cao sous couvert d'anonymat. «Maintenant, comment pouvons-nous vivre ? Ils ont dit qu'ils allaient nous donner de l'argent et des terrains près du site, mais nous nous n'avons pas encore vu la terre».

«Beaucoup» de personnes de son village se sont «rendues sur le site hier, probablement plus de 1.000», a-t-elle ajouté.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Le Dung, a



Au Vietnam, la loi ne reconnaît pas la propriété privée, ce qui permet aux fonctionnaires de saisir quand bon leur semble les maisons et terrains occupés par les agriculteurs pour construire des complexes touristiques ou commerciaux, empochant de très grosses sommes d'argent au passage alors que les occupants des lieux ne reçoivent qu'un maigre dédommagement.

expliqué que le conflit était centré autour de la construction d'une route, confirmant que mercredi les autorités locales avaient «confisqué des terrains de certaines communes pour finir la route».

Selon lui, 100 à 200 habitants seulement ont manifesté pour tenter de stopper l'opération, «essentiellement parce qu'ils n'étaient pas d'accord avec le taux de compensation».

Selon un responsable d'une autre commune, celle de Phung Cong, 400 à 500 personnes étaient jeudi sur le site. «Il n'y a pas de conflit mais certaines personnes sont un peu agitées», a-t-il ajouté, également sous couvert d'anonymat.

La gestion des terres est une source croissante de protestations au Vietnam, où les expropriations pour les projets industriels se multiplient. La population dénonce, dans un pays où la corruption est jugée endémique, un système injuste de compensation.

La construction du site en question, qui prévoit un terrain de golf, des appartements, des écoles, un cinéma et des centres sportifs, avait déjà provoqué une manifestation d'agriculteurs à Hanoï en 2006. □

Des catholiques portent plainte contre des médias officiels

AFP

12 JANVIER 2009

Deux catholiques vietnamiennes, condamnées à de la prison avec sursis pour trouble à l'ordre public et dégradation de propriété, ont porté plainte contre des médias officiels, contestant la couverture de leur procès, a indiqué leur avocat lundi.

Huit catholiques, âgés de 21 à 63 ans, avaient comparu le 8 décembre à Hanoï. On leur reprochait des activités religieuses illégales, dans des manifestations hors des lieux de culte, et la destruction d'un mur sur un terrain que se disputent l'église et le régime communiste.

Ils avaient reconnu leur participation aux rassemblements mais affirmé avoir voulu défendre la propriété de l'église. Sept avaient écopé de peines de prison avec sursis, le huitième d'un avertissement.

Le 8 janvier, deux d'entre eux, deux femmes, ont déposé plainte contre le quotidien Hanoi Moi et la chaîne publique de télévision VTV1. Elles reprochent aux médias de leur avoir fait reconnaître avoir violé la loi, a expliqué Me Le Tran Luat.

Nguyen Thi Viet et Ngo Thi

Dung estiment ne pas avoir « commis de délit en faisant des prières simplement pour la justice et la paix », a-t-il poursuivi. « Pendant tous le temps de l'enquête et du procès, elles ont seulement reconnu avoir cassé un mur illégalement construit sur la terre de l'Eglise ».

Elles demandent « des corrections officielles » dans ces médias, a-t-il ajouté.



Les catholiques du Vietnam n'hésitent plus à s'opposer ouvertement au régime communiste pour obtenir la restitution des biens de l'Eglise.

Précédemment, les huit catholiques avaient déjà tous fait appel.

Leur procès en première instance était intervenu après des



Mesdames Nguyen Thi Viet et Ngo Thi Dung

mois de tensions avec le régime.

Il y a un an, les catholiques amorçaient des manifestations sur le terrain de l'ex-ambassade du Vatican à Hanoï, l'un des sites les plus symboliques dont ils contestent la saisie par les communistes après le départ des Français en 1954.

Ces rassemblements s'étaient multipliés et étendus à un autre site, celui de Thai Ha où le mur avait été détruit et où les catholiques ont accusé la police d'agressions avec des matraques électriques -- version contestée par Hanoï.

L'Eglise catholique vietnamienne compte la communauté la plus importante d'Asie du

Sud-Est après celle des Philippines -- quelque six millions de fidèles. Comme les autres religions, elle reste soumise au contrôle du régime. □

Ed Royce dépose un projet de loi demandant la réinscription du Vietnam dans la liste des « pays particulièrement préoccupants »

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU
BUREAU D'ED ROYCE**

Le 6 janvier 2009, premier jour de la 111e session du Congrès, le Représentant Ed Royce (Rép. - Californie) a présenté une résolution à la Chambre des représentants appelant le gouvernement des États-Unis à désigner le Vietnam sur la liste des « pays particulièrement préoccupants » pour les violations flagrantes de la liberté religieuse. Le Représentant Anh « Joseph » Cao, le premier Vietnamien-américain élu au Congrès, s'est associé à Royce dans la présentation de ce projet de loi.

« Cette résolution prendra la Chambre des Représentants à témoin - le statu quo au Vietnam est inacceptable. Si le Vietnam souhaite avoir une bonne relation avec les États-Unis, il respecter les droits fondamentaux de ses citoyens, dont la liberté religieuse », déclare Royce.

Depuis 1999, le Département d'État américain désigne les pays qui « tolèrent ou se livrent à des particulièrement graves violations de la liberté religieuse », comme étant des « pays particulièrement préoccupants ». Cette liste annuelle enregistre dans les dossiers les violations perpétrées dans certains pays, ce qui en fait un outil diplo-

matique pour faire avancer les droits de l'homme.

« Très récemment, l'Église catholique vietnamienne a subi l'oppression du gouvernement communiste à propos des conflits fonciers. En outre, il y a aussi la persécution des bouddhistes Hoa Hao et de l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam », déclare Royce.

En raison de ses violations flagrantes des droits de l'homme, le



Les députés Ed Royce (à gauche) et Anh « Joseph » Cao sont à l'origine de ce projet de loi.

Vietnam avait été précédemment listé parmi ces pays par le Département d'État. En 2006, le Vietnam a été retiré de cette liste annuelle.

« Certains ont vu des avancées positives au Vietnam, mais franchement, je ne les vois pas. La liberté de religion reste sous pression. Le gouvernement com-

muniste continue de harceler et de brutaliser physiquement les fidèles qui ne respectent pas chacune des règles édictées par l'état. A la fin de ce mois, nous aurons une nouvelle administration. Je tiens à ce qu'elle reconnaisse que la liberté de religion au Vietnam est sur le feu, et que ce pays doit être réinscrit sur cette liste, » déclare Royce.

En 2008, la Chine, la Birmanie et la Corée du Nord ont été parmi ceux qui ont été listés comme des « pays particulièrement préoccupants ».

Les Représentants Anh « Joseph » Cao (Rép. - Louisiane), Loretta Sanchez (Dém. - Californie), Dana Rohrabacher (Rép. - Californie), Zoe Lofgren (Dém. - Californie), Dan Burton (Rép. - Indiana), Frank Wolf (Rép. - Virginie), et Jeff Fortenberry (Rép. - Nebraska) se sont joints à Royce pour parrainer ce projet de loi.

Le Représentant Ed Royce est un membre senior de les Sous-commission de l'Asie, du Pacifique et de l'Environnement. En outre Royce est également membre du Caucus du Congrès sur le Vietnam et du Caucus des droits de l'homme. □

Un fossé chinois se creuse au Vietnam

DUY HOANG

ASIA TIMES ONLINE

Les négociateurs du Vietnam et de la Chine ont récemment annoncé un accord définitif sur le tracé, contesté depuis longtemps, des 1350 km de frontière entre les deux pays. Bien que l'accord semble avoir apaisé un conflit larvé entre les deux nations, il a creusé le fossé entre les dirigeants communistes vietnamiens et une partie de l'armée à propos de la meilleure façon de faire face à leur grand voisin du Nord.

La façon dont le gouvernement de Hanoï a négocié à propos de la frontière a également enflammé les passions parmi les étudiants vietnamiens et les intellectuels ; en effet, beaucoup d'entre eux pensent que le parti communiste au pouvoir s'incline maintenant devant Beijing car il a besoin de son soutien politique.

Le Vietnam et la Chine partagent une frontière commune depuis véritablement des milliers d'années. À la fin du 19e siècle, l'administration coloniale française, au nom du Vietnam, et la dynastie Qing, au nom de la Chine, conclurent un traité délimitant la frontière terrestre. Dès lors, 333 bornes furent plantées aux frontières.

La frontière resta quasi intacte jusqu'à ce que la Chine envahit le Vietnam en 1979. À la suite d'une guerre brève mais sanglante, la Chine retira son armée mais conserva le contrôle de points stratégiques qui, auparavant, avaient appartenu au Vietnam. Lorsque les deux pays renouèrent des relations diplomatiques, en 1991, les frontières terrestres et maritimes restèrent en attente



Le tracé de la frontière sino-vietnamienne n'avait pas bougé pendant mille ans, de 1079 à 1979.

Le 17 février 1979, pour punir le Vietnam d'avoir renversé le régime des Khmers rouges au Cambodge, la Chine attaque le Vietnam et occupe les régions frontalières. Lorsque le cessez-le feu arrive 16 jours plus tard, la Chine ne s'est pas totalement retirée des zones occupées.

Les accords secrets du 30.12.1999 et le nouveau tracé frontière entérinent la perte de 720 km² de territoires vietnamiens au profit de la Chine communiste.

d'une résolution.

Beijing insista sur ses revendications en fixant des dates limites pour les négociations et en établissant des indices douteux sur le terrain. En juillet 1997, le chef du Parti communiste chinois, Jiang Zemin, plaida auprès de son homologue vietnamien, Do Muoi, pour qu'un accord frontalier fût atteint avant l'an 2000 ; un accord frontalier fut ainsi conclu à la dernière minute, le 30 décembre 1999.

Au début, le gouvernement vietnamien cacha cet accord au peuple vietnamien. Les autorités firent arrêter et condamner à de longues peines de prison plusieurs jeunes militants démocrates qui avaient dénoncé cet accord frontalier ainsi qu'un traité de démarcation du golfe du Tonkin, négocié l'année suivante.

Dans la hâte de conclure l'accord

frontalier de 1999, l'emplacement précis d'un grand nombre de bornes de la nouvelle frontière fut laissé en suspens, ce qui imposa une nouvelle négociation. Un Beijing impatient insista à nouveau pour que la limite fût fixée une fois pour toutes le 31 décembre 2008, d'où l'accord final qui fut conclu par les deux parties quelques heures seulement après le coup de minuit.

Les Vietnamiens croient depuis longtemps que les fonctionnaires chinois ont secrètement transféré un grand nombre de bornes frontalières centenaires. Les villageois de la province de Quang Ninh au nord du Vietnam disent que des bornes furent mystérieusement déplacées pendant une nuit et que la frontière chinoise se rapprocha des zones vietnamiennes habitées. À l'intérieur même de zones vietnamiennes moins habitées, on constata en outre l'im-



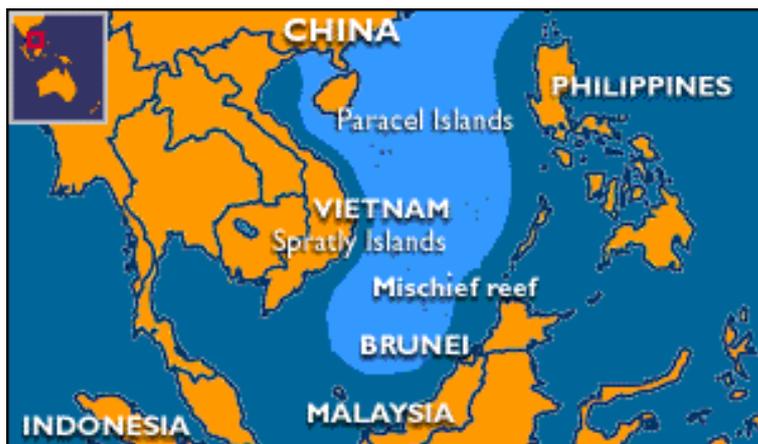
plantation régulière de Chinois de souche ou d'autres peuples de la Chine.

La négociation sur la frontière a généré de nettes différences d'opinion entre la direction du Parti communiste vietnamien et certains militaires. Selon certaines fuites d'information datant de décembre, les militaires refusaient de concéder, entre autres lieux, une rivière stratégique connue sous le nom de Bai Tuc Lam, à la convergence de la Chine, du Vietnam et du Golfe de Tonkin.

Peu de temps après que Radio New Horizon, un organisme de radiodiffusion AM non autorisé mais entendu dans tout le pays, eut évoqué le sujet, le Premier ministre Nguyen Tan Dung fit à la hâte une tournée publique d'inspection du district, près de la rivière, apparemment pour montrer l'intérêt qu'y portaient le parti et le gouvernement.

Beaucoup d'anciens combattants, en particulier ceux qui ont combattu dans la guerre frontalière de 1979, se sont opposés avec véhémence aux concessions frontalières accordées à la Chine. Tran Kim Anh, un ancien colonel et dissident très connu, a expri-

mé la frustration de nombreux officiers en retraite apprenant que le gouvernement avait cédé des terres que les Vietnamiens



Depuis 50 ans, la Chine revendique la zone en bleu clair. Cette revendication se transforme peu à peu en état de fait au fur et à mesure que les capacités militaires de la Chine se développent.

ont défendu voici deux décennies lors d'une bataille.

Compte tenu de cet état d'esprit, les fonctionnaires du ministère de la Défense responsables du tracé de la frontière ont exprimé en privé leur malaise. Certains sont même allés jusqu'à avouer leur honte au regard de la nation et de l'histoire. Continueront-ils longtemps à appliquer les ordres, eux et toute l'armée, la question se pose.

À ce jour, ni, ni Hanoi ni Beijing n'ont révélé les détails exacts de l'accord frontalier ni une nouvelle carte officielle. Lors d'une seule entrevue avec les médias

d'État, un vice-ministre des Affaires étrangères vietnamien, responsable des négociations, a minimisé la perte des grands repères culturels, y compris de la porte Ai Nam et de la cascade Ban Gioc.

Il a rejeté les accusations portées sur les blogs et les sites d'outre-mer affirmant que le gouvernement aurait cédé du territoire, en faisant valoir que le gouvernement a réussi à conserver l'essentiel de la rive de la rivière Tuc Lam – bien que, selon les cartes anciennes, l'ensemble de la zone ait appartenu au Vietnam.

Le dilemme des souverainetés

Le dilemme pour les communistes vietnamiens est de savoir comment préserver la prééminence du parti sans altérer la souveraineté du pays. Afin de conserver le soutien idéologique de Beijing, Hanoi cherche toujours à apaiser le patron du nord, mais la Chine s'en contente rarement. Quatre autres grands différends territoriaux actuels, entre le Vietnam et la Chine, affecteront la politique intérieure du Vietnam dans les années à venir.

Le premier différend concerne le Golfe du Tonkin, officiellement délimité par traité en 2000, bien qu'aucune carte officielle n'ait encore été publiée. Au cours des dernières années il y eut de nombreux incidents avec des navires de la marine chinoise tirant sur des bateaux de pêche vietnamiens dans le domaine maritime et causant parfois de nombreux morts.

Bien que les pêcheurs se soient avancés dans des eaux qui les ont nourri pendant des générations, soit le gouvernement vietnamien a concédé les deux zones de pêche, soit la marine chinoise a envahi les eaux territoriales vietnamiennes. Quelle que soit la raison, l'envoi par le fond



La porte Nam Quan et la chute Ban Gioc, autrefois propriétés vietnamiennes appartiennent désormais à la Chine à la faveur des accords secrets passés entre les régimes communistes vietnamiens et chinois.



Au Vietnam, la population est de plus en plus mécontente de l'impérialisme chinois en Asie. Cette colère est d'autant plus forte que le gouvernement vietnamien cherche par tous les moyens à refroidir les sentiments nationalistes, de peur de froisser son grand maître à Pékin, et craignant aussi une remise en cause de pouvoir. Ici, une manifestation anti-chinoise à Hanoi.

de bateaux de pêche vietnamiens par des navires de guerre chinois a été largement ignoré dans les médias officiels vietnamiens, mais a été largement discuté sur des blogs privés.

Second différend, les Iles Paracel, saisies par la Chine le 19 janvier 1974. Le gouvernement de Hanoi revendique encore ces îles mais maintient intentionnellement la majorité de la population dans l'ignorance de qui les occupe vraiment. La raison en est que les Iles Paracel avaient appartenu au Sud-Vietnam pendant la guerre et que le Vietnam du Nord communiste avait implicitement soutenu l'invasion de l'archipel par ses alliés de la Chine communiste.

Troisième différend, les îles Spratly, revendiquées en totalité par le Vietnam, la Chine et Taï-

wan, et en partie par d'autres pays du Sud-Est asiatique. Fin 2007, la Chine a franchi un pas supplémentaire en annexant officiellement les Spratly et les Paracels. Alors que le gouvernement de Hanoi a protesté publiquement contre cette occupation par la Chine, il a également réprimé des étudiants vietnamiens et des blogueurs qui manifestaient contre la Chine.

Quatrième différend, le bassin de Nam Con Son, une zone riche en pétrole et en gaz au large de la côte sud du Vietnam et bien à l'intérieur de ses eaux territoriales. L'année dernière, la Chine a fait pression sur Exxon-Mobil pour qu'elle se retire d'une concession de sources d'énergie accordée par le Vietnam.

Peu de temps après, la China National Offshore Oil Corporation

(CNOOC) a annoncé un projet américain de 29 milliards de dollars pour établir des dépôts de carburant à travers la mer de Chine du Sud, y compris dans le bassin de Nam Con Son, distant d'environ 249 kilomètres du Vietnam et de quelques 1600 km de l'extrémité sud de l'île chinoise de Hainan.

L'année dernière, pendant les célébrations lunaires, le président du Vietnam Nguyen Minh Triet aurait rencontré des officiers supérieurs de la région de Danang, cette ville hébergeant le quartier général de la région militaire chargée de contrôler les archipels contestés. Triet a dû rappeler aux officiers qu'ils doivent attendre les ordres du gouvernement avant de prendre leurs propres décisions. Le président répondait ainsi aux incursions chinoises dans les eaux vietnamiennes et à l'impatience de certains militaires face à la timide réaction du gouvernement.

Voici une décennie, les dirigeants de Hanoi pouvaient gérer la relation avec la Chine sans être l'objet de critiques. Avec le développement d'Internet et l'intensification des blogs, la capacité du gouvernement à influencer et contrôler l'opinion publique a diminué de façon significative. Avec le malaise grandissant dans l'armée et un regard plus critique de la part de la population, il n'est plus question pour le Politburo du Parti communiste vietnamien de cacher des accords secrets passés avec Beijing. □

Contact-fr@viettan.org — www.viettan.org/fr

AMERIQUE DU NORD

1694 Tully Road, Suite D P#312
San Jose, CA 95122 — USA

Tél. : (1) 408-347-8830 Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 – JAPAN

Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP203
75624 Paris Cedex 13 - FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.56.30.96.12

AUSTRALIE

P.O. Box 4023
Tranmere North, SA 5073
Tél. / fax : (61) 405 185 652

